

JOURNALISME ET CRITIQUE DU POUVOIR EN AFRIQUE

Florence BRISSET-FOUCAULT est maître de conférences en science politique à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Elle fait partie de l'équipe de recherche de l'Institut des mondes africains. Ses travaux portent notamment sur la citoyenneté, sur les formes de la critique, de l'expression et de la participation politiques et sur l'histoire et la sociologie des médias.

Ndlr : Cet article a été publié dans la *Revue Projet* n°351, avril 2016.

Au Burundi, lors du grand mouvement de protestation contre la décision du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat, certaines radios, accusées de soutenir « l'insurrection », ont subi de fortes pressions pour limiter leur diffusion, avant d'être violemment attaquées lors de la tentative de coup d'État du 13 mai 2015. À l'autre bout du continent, quelques mois plus tôt, Radio Oméga se taillait une réputation internationale en couvrant en direct et depuis la rue, la « révolution » burkinabé, au pays de Norbert Zongo, assassiné en 1998 et depuis lors emblème et martyr de la liberté de la presse en Afrique¹.

Depuis les années 1990, les canaux de production, de diffusion et de réception de l'information se sont multipliés. La radio reste, en Afrique, le média de masse le plus facile d'accès. Elle permet d'outrepasser les limites de l'alphabétisation et, contrairement à la télévision, elle ne dépend pas de la fourniture en électricité. Cependant, il existe de véritables fossés entre pays : au Kenya, 575 fréquences sont aujourd'hui attribuées sur la bande FM² (selon l'Autorité des communications), contre 19 stations de radio en République centrafricaine en 2014³. Mais ce constat de la domination de la radio gagne à être nuancé. Dans les grands bidonvilles de Nairobi, où l'électricité est facilement piratée, la télévision est le mode d'accès le plus populaire à l'information et au divertissement. La diffusion de la téléphonie portable et le succès des smartphones (sur le continent, 15% de la population serait équipée⁴) permet à de nouveaux

1 Voir Marie-Soleil FRÈRE, « 'Enterrement de première classe' ou 'leçon de droit'. La presse burkinabè et l'affaire Norbert Zongo », in Mathieu HILGERS et Jacinthe MAZZOCCHETTI (dir.), *Révoltes et oppositions dans un régime semi-autoritaire. Le cas du Burkina Faso*, Paris, Karthala, 2010, pp. 241-267.

2 Ce qui ne veut pas dire cependant que toutes sont allouées à des radios opérationnelles.

3 « Centrafrique. État des lieux du secteur médias », Institut Panos Europe, janvier 2014, p. 4.

4 « En 2017, l'Afrique comptera 350 millions de smartphones », *La Tribune* [en ligne], 17/02/2015.

publics d'accéder à la presse écrite nationale et internationale. Selon la Banque mondiale, dans des pays comme le Sénégal, la Côte d'Ivoire ou le Bénin, le taux de souscription à une ligne de téléphonie mobile approche les 100%⁵. Les réseaux sociaux, de Facebook (54 millions d'utilisateurs africains en 2013⁶) à WhatsApp, la circulation de vidéos via les téléphones, la convergence des médias (le succès des revues de presse à la radio dans de nombreux pays francophones notamment), mais aussi le commentaire de l'actualité sous forme de « parlements de la rue »⁷ sont autant de scènes interconnectées où se déploie la parole politique et où circule l'information.

Ces évolutions ont été célébrées : avènement « d'authentiques espaces publics », « prise de parole citoyenne » qui, bien que souvent menacée voire réprimée violemment, ferait partie d'un mouvement historique quasi inéluctable de libération de l'information... En même temps, elles ont été fortement critiquées comme incitant à la haine. Décrire les médias en tant que « vecteurs de démocratie », de « liberté », ou leur coller les étiquettes « média indépendant », « privé », « d'opposition », « citoyen », média « public » ou « d'État », ne peut rendre justice à l'extrême diversité des cultures civiques, des registres de la critique et de ses modalités d'expression. À la radio, sur internet, dans la rue ou dans la presse, la critique médiatique est le résultat de négociations souvent infimes (voire triviales) et, dans bien des contextes, violentes. Il est nécessaire de comprendre les mécanismes de l'imposition, de la résistance et du compromis entre acteurs politiques et médiatiques (certains ayant les deux casquettes) et les adaptations des langages qui en résultent. À partir de l'exemple de l'Ouganda, quelles marges de manœuvre se dégagent pour les médias en Afrique ?

La censure : entre violence et cordialité

La coercition à l'encontre des médias articule le formel et l'informel : pression via la hiérarchie pour retirer des articles, renvoi de présentateurs de radio, décalage de dates de publication, suppression de marchés publicitaires publics, procès, coups de fils menaçants, « conseils d'amis » et menaces voilées, passage à tabac, confiscation violente de matériel sur le terrain, fermeture de journaux (et perquisitions vio-

5 Cf. les données par pays pour 2014 de la Banque mondiale : « Mobile cellular subscriptions (per 100 people) », <http://data.worldbank.org>. Les chiffres peuvent dépasser 100 % du fait que de nombreuses personnes possèdent plusieurs lignes.

6 Vincent DUHEM, « Facebook : l'Afrique, terre d'avenir », *Jeune Afrique* [en ligne], 03/02/2014.

7 Voir « Parlements de la rue. Espaces publics de la parole et citoyenneté en Afrique », *Politique africaine*, n°127, octobre 2012, coordonnée par Richard Banégas, F. Brisset-Foucault et Armando Cutolo.

lentes), de stations de radio (voire dégradation d'émetteurs), mais aussi blessures par balles lors de manifestations. Cette répression a toujours fait partie des relations entre les médias et l'État dans l'Ouganda de Museveni [au pouvoir depuis 1986, il vient d'être réélu en février 2016, *NDLR*], mais elle est présente de manière croissante et de plus en plus violente.

Pour autant, l'idée d'une presse s'affirmant contre le régime et de manière autonome par rapport à l'État ne tient pas face à la réalité socio-politique, en Afrique comme ailleurs. Bien souvent, les journaux les plus antagoniques, les journalistes employant les tonalités critiques les plus radicales entretiennent des relations avec des agents de l'État. Ces relations, variables selon le profil et l'histoire personnelle, politique et professionnelle du journaliste, demandent à être précisées. Non pas pour dénoncer une collusion coupable dans tout contact entre journaliste et État, mais afin d'analyser les conditions concrètes dans lesquelles se déploient les discours médiatiques.

La répression, hétérogène, souvent aléatoire, varie selon l'agent qui l'exerce mais n'est pas anémique : elle suit des canevas complexes. L'État y apparaît comme un champ largement articulé au secteur privé (les pressions passant souvent par le biais des dirigeants des entreprises qui possèdent les médias), traversé de relations conflictuelles et de compétitions pour le pouvoir. Les médias y sont largement utilisés, par exemple pour exposer des faits de corruption sur la base de documents fuités par un bureaucrate mécontent ou un concurrent politique au sein de l'appareil d'État. Les services de sécurité eux-mêmes représentent une source de répression comme de protection. Ainsi, un journaliste connu pour suivre les activités d'une figure importante de l'opposition a fait l'objet de discussions au sein des cercles dirigeants de la police, certains agents avançant l'idée qu'il devrait être abattu pendant une manifestation (sa mort résultant d'une « balle perdue »), tandis qu'un autre lui ébruitait l'information.

La proximité des journalistes avec les composantes de l'État sera à l'origine des enquêtes les plus solides, même si cela exige parfois d'adapter les langages, soit par anticipation de la coercition, soit par adhésion au projet de contrôle politique des élites étatiques. « On bascule les paragraphes les plus insultants dans les pages de derrière, on envoie l'information à la presse étrangère pour la republier ensuite », me confiait l'un d'entre eux. Autres techniques : on jette un voile pudique sur l'identité des bureaucrates accusés de corruption, on accepte de publier un article sur un grand projet étatique pour mieux faire passer la pilule d'un papier plus critique dans la même édition du journal, etc.

Lorsque l'on étudie le travail des journalistes en Ouganda, on est frappé par le fait que recours à la violence et cordialité cohabitent : un journaliste emprisonné, mis en examen, peut continuer à cultiver des relations avec certains pontes du régime. Un haut responsable de l'armée ou un membre des services de renseignement aura publiquement des mots très durs contre les médias qui couvrent les activités de l'opposition, tout en nourrissant des relations cordiales avec des journalistes « séditieux ». Un journaliste qui au milieu des années 2000 a cumulé 22 chefs d'accusation et qui fait régulièrement l'objet de perquisitions et d'arrestations m'expliquait : « Il n'y a rien que j'aie jamais écrit qui soit venu de l'opposition. Je n'ai jamais déjeuné avec quelqu'un de l'opposition. Les gens qui viennent me rendre visite chez moi sont des responsables du gouvernement et des services secrets. (...) [Mon journal] représente des voix très puissantes au sein du gouvernement qui pensent qu'elles peuvent peser, équilibrer, une plateforme indépendante en dehors du gouvernement, pour pouvoir corriger les choses à l'intérieur. Pour booster leur habilité à faire pression. » Plutôt que de le faire en interne, « ils préfèrent le faire secrètement et moi, je représente cela. (...) L'alternative ne peut venir que de l'intérieur et cette force a besoin d'être organisée et mobilisée ».

Une critique noble du pouvoir

Le champ médiatique est évidemment concurrentiel. Au-delà des batailles pour les parts de marché, des conceptions diverses de l'excellence professionnelle s'affrontent. L'État joue un rôle dans cette compétition. En Ouganda, très tôt après la prise de pouvoir de Museveni, les nouvelles élites ont cherché à imposer les termes dans lesquels elles pouvaient être critiquées, des critères d'excellence et de responsabilité politique qu'elles avaient elles-mêmes élaborés. Cela impliquait que les journalistes adhèrent aux principes sur la base desquels ces élites – arrivées au pouvoir après cinq années d'une guerre du bush particulièrement violente et bénéficiant alors d'un grand crédit auprès des populations – avaient imaginé recréer un ordre politique.

Les débats portaient sur la définition de ce qu'était le journalisme « professionnel », par opposition au sensationnalisme, au *wolokoso* (discours inconséquent et frivole en luganda). Aussi les médias utilisant des registres critiques autres que ceux encouragés par le régime étaient-ils qualifiés d'amateurs, de « marchands de poisson » ou d'« intellectuels à mi-temps ». À entendre l'attaché de presse du président : « Dans le temps, le journalisme c'était pour ceux qui avaient abandonné l'école.

Les gens qui avaient échoué à faire des choses intéressantes, qui étaient semi-alphabétisés et qui faisaient de la politique. Aujourd'hui, le journalisme a été transformé en une profession respectée. »

Il y a un mauvais et un bon journalisme, selon les élites de l'État. Mais même chez les journalistes les plus opposés au régime, certains ont investi ces conceptions, participant ainsi de la définition d'une forme hégémonique et noble de critique, par opposition à de plus petites publications marginalisées. L'un de ces journalistes, parlant d'un petit journal, interdit par le gouvernement dès 1987, alors que son propriétaire était membre du parti au pouvoir, m'avouait : « Le pire était sans doute le Telecast qui s'est rendu célèbre en publiant des fausses nouvelles qui disaient que 27 cadres [du gouvernement] étaient morts de la rage, que des avions de guerre soudanais avaient bombardé le Nord-Ouest de l'Ouganda et qu'un corps avait accouché après qu'un prêtre blanc avait couché avec dans sa tombe... »

Ainsi, les registres de la critique sont le résultat d'un amalgame complexe entre coercition, adhésion et dynamiques internes de distinction au sein du champ journalistique. Ils sont intégrés dans des réflexions propres à la profession autour de sa mission sociale et des exigences du métier. Il arrive que ces représentations de l'excellence professionnelle coïncident avec des agendas de contrôle politique. Des journalistes de radio reconnaissent que, pendant la campagne électorale, par peur des violences (qui avaient prévalu au Kenya voisin), ils avaient adapté leur langage et leur vocabulaire pour couvrir la compétition et les mobilisations politiques. Dans une région caractérisée par une histoire de la violence de masse, où le rôle joué par la Radio télévision libre des mille collines dans le génocide rwandais est dans tous les esprits, les dirigeants politiques n'ont même pas à user de menace : les journalistes s'auto-limitent, réinterprétant par ailleurs en cela les injonctions de certaines ONG internationales finançant des programmes de formation en « *peace journalism* ».

Aux pauvres on ne parle pas de politique

Les liens des médias africains à l'international sont anciens. Dès leur création, respectivement au milieu du XIX^e siècle et dans la décennie d'avant-guerre, la presse et la radio se sont développées en partenariat avec des institutions, des médias et des organisations internationales. Cette transnationalisation s'est poursuivie après la décolonisation. Les radios locales, en particulier, sont largement connectées aux milieux de l'aide au développement, notamment en milieu rural. Concrètement,

de nombreuses agences publiques de développement, ONG et organisations internationales achètent du temps d'antenne, financent des reportages, sponsorisent des émissions, forment des journalistes, achètent du matériel de production et de diffusion dans le cadre de politiques de communication visant, par exemple, à sensibiliser des populations à des enjeux de santé publique.

Ce caractère extraverti de l'économie médiatique africaine a des effets ambivalents⁸. Elle fournit une protection en cas de répression étatique : un journaliste poursuivi en justice, arrêté, battu, aura accès, s'il est en contact avec des acteurs internationaux, à une certaine protection, notamment financière, voire à des interventions diplomatiques. Cette protection pourrait fournir une plus grande marge de manoeuvre et encourager l'insolence politique. Cependant, on observe plutôt une tempérance du fait de ces liens, bien que des nuances doivent être introduites en fonction du bailleur et que de subtils arrangements peuvent se produire dans chaque station et chaque émission.

On constate souvent, en effet, de fortes injonctions des bailleurs de se cantonner à des sujets et des formes de traitement journalistique relevant de ce que les acteurs locaux et internationaux labellisent comme étant du « développement », par opposition à la « politique ». Un producteur expliquait que, contrairement aux émissions qu'il produisait à Kampala, la capitale, les émissions de la petite ville de Masaka « n'avaient pas à être politiques ». « Les problèmes de la région de Masaka ne sont pas politiques. C'est plus des problèmes sociaux et économiques : (...) pourquoi dans ce village n'avons-nous pas creusé un puits, pourquoi avons-nous des enfants dans les rues ? »

Ainsi, les problèmes touchant les populations rurales ne sont pas reliés à des mécanismes de domination et ne sont pas intégrés dans des débats polarisés. Les questions de pauvreté sont détachées des décisions des élites dirigeantes. Un évitement du politique lié à un désir de paix sociale : « L'environnement politique à Masaka était très, très volatile. (...) Les gens ne faisaient pas de compromis. (...) Je voulais que [la radio] soit une source d'union, alors nous avons essayé d'éviter la politique la première année, autant que possible. »

Ces considérations peuvent être accompagnées de discours méprisants envers les classes populaires et les populations rurales. L'idée selon laquelle les populations rurales sont « politiquement immatures », « arriérées » et, de ce fait, incapables de s'exprimer sur

8 Les médias étrangers eux-mêmes, notamment les télévisions et les radios comme la BBC, RFI et CNN, mais aussi les médias chinois, ont des audiences variables selon les contextes et selon le type d'offre médiatique locale, plus ou moins diversifiée. Les enjeux de leurs positionnements politiques et éditoriaux varient aussi selon les contextes politiques et géopolitiques.

des sujets de politique nationale est très répandue. Un ministre de l'Agriculture, Kibirige Ssebunya, tenait en 2003 ces propos face à une assemblée de villageois : « Certains d'entre vous portent des tongs et s'agitent à propos du troisième mandat [du président]. Laissez-nous cela à nous, qui portons des costumes. Vous, vous devez travailler dur dans vos potagers, gagner de l'argent et acheter des chaussures comme les miennes, une chemise comme la mienne, une veste comme la mienne et ensuite, vous parlerez de politique. »

Certaines catégories de citoyens se voient donc cantonnées à un secteur dit du « développement », dont le potentiel critique est amencé. Cette opposition entre développement et politique est largement présente dans la bouche des agents de l'État. En Ouganda, les puissants *Resident district commissioners*, qui représentent le président au niveau local, conseillent souvent de manière très ferme aux journalistes d'arrêter de se mêler de « politique » et de faire du « développement » afin d'être plus « utiles » à la population.

On voit les affinités entre contrôle autoritaire et bonnes intentions de l'aide concernant les médias. Mais ce modèle de déontologie médiatique est largement réinvesti et réapproprié par certains professionnels des médias, qui expriment une forte adhésion à cette conception de leur profession et de leur mission sociale. Un discours médiatique « apolitique » est ainsi promu par des acteurs antagonistes, qui a pour effet de suspendre la remise en question des actions des élites.

Le cas ougandais met en évidence le processus complexe de façonnement du discours médiatique dans l'Afrique contemporaine. Ce processus doit être envisagé dans toute sa quotidienneté et sa matérialité, au-delà des grandes typologies. Sous des déclinaisons différentes, les injonctions qui pèsent sur le travail des médias mêlent étroitement violence, logiques du marché, insertion dans une économie politique de l'aide, négociations et utilisations mutuelles de la part des agents de l'État et des journalistes. Elles impliquent aussi, y compris dans des contextes dits autoritaires, un travail important de réflexivité des journalistes sur leur utilité sociale.

Donner matière à penser

Réfléchir sur les fondements de sociétés plus libres et respectueuses des droits humains au Nord et au Sud du Sahara, à un accès plus juste aux ressources, aux droits civiques et à la parole, implique de penser les conditions du déploiement d'informations et d'analyses riches, d'en-

quêtes solides dans leur mission de contrôle du comportement des élites, de l'élaboration législative et de l'application des politiques publiques, et soucieuses de leur accessibilité aux populations les plus démunies, dans des contextes de pluralisme linguistique et culturel très poussé. Plusieurs chantiers me semblent urgents à ouvrir.

On parle beaucoup du manque supposé de professionnalisme des journalistes africains. Au-delà du fait qu'il s'agit d'une généralisation abusive et que l'éducation n'est pas une garantie de qualité (après tout, les animateurs de la Radio mille collines étaient souvent diplômés), ce type d'affirmation ouvre la voie à des considérations condescendantes. L'argent du développement, trop souvent englouti dans l'organisation de multiples *workshops* aussi infantilisants qu'inutiles, serait mieux utilisé dans le renforcement de structures existantes ou la création d'écoles de journalisme ouvertes à l'international, mais d'abord pensées et animées par des professionnels locaux. L'un des axes de formation dans lesquels investir est celui de la formation au journalisme économique, visant à la réalisation d'enquêtes sérieuses sur la délinquance financière et la corruption.

La dépénalisation des délits de presse doit être généralisée, l'intégrité physique des journalistes doit, bien sûr, être respectée, et les personnes et leurs droits protégés. Mais de nombreux défis se posent en termes de respect du droit du travail, de droit à un salaire décent, de propriété intellectuelle. Les médias africains ont besoin de modèles de financement stables (commerciaux ou subventionnés sur le long terme plutôt qu'au lance-pierre sur une logique de projets). L'aide devrait privilégier l'acquisition d'infrastructures relativement lourdes, machines de presse et équipement de studios, plutôt que des micro-financements définis par des besoins propres (publicisation d'activités d'ONG...).

Il est nécessaire, enfin, de permettre aux animateurs de médias de définir leurs sujets de manière libre et autonome, au-delà des considérations sur des sujets qui seraient adaptés aux pauvres, définis de l'extérieur sans étude d'audience préalable ni consultation des publics, qui sont, eux aussi, en demande de sujets soi-disant « inutiles » tels que la politique nationale et internationale, les productions culturelles locales et internationales, autant de thématiques qui permettent, en Afrique comme ailleurs, de s'évader, de se cultiver, d'apprendre et d'enrichir son esprit critique. ■